



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES  
76/jpr/ctm

**Arrêté du 4 avril 2025  
portant mise en demeure à la société TRONOX  
de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Aspach-le-Haut et Vieux-  
Thann – site de l'Ochsenfeld**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,
- VU l'arrêté préfectoral 2008-226-16 du 13 août 2008 codifiant et complétant au titre Ier du livre V du Code de l'environnement, les prescriptions applicables à la société MILLENIUM INORGANIC CHEMICALS THANN SAS pour l'exploitation de son site d'Aspach-le-Haut et de Vieux-Thann,
- VU le rapport de l'inspection de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 4 mars 2025,
- VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 26 mars 2025,

Considérant les dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté du 13 août 2008 susvisé,

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 4 mars 2025 que le plan des réseaux contrôlé, en non-conformité avec les dispositions de l'article 4.2.2 susvisé, ne comporte notamment pas la représentation des réseaux situés à l'aval des puits G24, de ceux situés à l'aval des installations de neutralisation et de la tour aéroréfrigérante, du système de collecte des eaux pluviales, des ouvrages de toute nature et des points de contrôle et de rejets en limite de site ,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente*

*met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»*,

Considérant que les observations formulées par l'exploitant ne concernent pas le présent arrêté, mais les points 2 et 3 du rapport susvisé,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

la société Tronox désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 95 rue du général de Gaulle, 68800 Thann, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu aux articles suivants, les dispositions reprise ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées sur le site de l'Ochsenfeld, à Aspach-le-Haut et Vieux-Thann :

### **Article 2 :**

**sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13 août 2008 susvisé :

«[....]

*Le plan des réseaux [...]de collecte doit notamment faire apparaître :*

[...]

- *les secteurs collectés et les réseaux associés,*
- *les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...),*

*les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toutes natures [....]»*

### **Article 3 :**

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4 :**

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

### **Article 5 :**

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 4 avril 2025

le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Augustin CELLARD